

La souveraineté panaméenne sur le canal disparaît dans la traduction américaine



Par Roberto Morejón

Une déclaration conjointe du gouvernement panaméen et d'un haut représentant de l'administration de Donald Trump a suscité des plaintes et des doutes compréhensibles qui n'ont pas été dissipés après les informations émises par le pays d'Amérique centrale.

Le ministre panaméen de la sécurité, Frank Ábrego, et le secrétaire américain à la défense, Pete Hegseth, ont signé le document dans lequel, selon la partie isthmique, la neutralité de la voie navigable interocéanique et la recherche d'un schéma sans coût pour les navires de guerre de la puissance du

Nord et de tout autre pays seront respectées.

Cependant, l'interprétation capricieuse de Washington a soulevé l'indignation du peuple panaméen.

Le président Donald Trump, qui a insisté pour récupérer le canal pour son pays, a mis le feu aux poudres en affirmant qu'il avait déplacé trop de troupes au Panama.

D'après ce que l'on sait de la déclaration signée, le pays d'Amérique centrale autorisera le déploiement de militaires américains dans les zones adjacentes à la voie d'eau interocéanique.

Toutefois, selon le président José Raúl Mulino, cela ne signifie pas la présence permanente de bases militaires américaines et la cession de territoires.

Toutefois, M. Hegset avait déclaré au Panama que les exercices de défense conjoints qu'ils effectuent régulièrement sont l'occasion de réactiver une base militaire où opèrent des troupes américaines.

De plus, le secrétaire à la défense s'est exclamé avec euphorie à Washington que les États-Unis reprenaient le contrôle du canal de Panama.

Pour couronner le tout, le gouvernement panaméen a été contraint de se plaindre auprès de son homologue parce que la version anglaise du communiqué conjoint omettait une phrase sur la souveraineté panaméenne sur la voie d'eau.

Le gouvernement panaméen a réaffirmé que le canal était et resterait panaméen, mais la porte a été ouverte à une plus grande présence militaire américaine, bien que temporaire.

Il n'en fallait pas plus pour que les secteurs populaires, syndicaux et politiques s'expriment de manière critique sur l'accord.

En outre, ils ont rappelé que la présence de troupes du voisin du nord est une question controversée et sensible, car les États-Unis disposaient d'une enclave avec des bases militaires avant de céder le canal en 1999.

De nombreux analystes se sont demandé si la nouvelle déclaration remettait en question le fait que le canal doive rester ouvert et sûr.

Après 25 ans de sauvetage du canal et le départ définitif du personnel militaire étranger, les analystes ont débattu de la possibilité du retour de ce qu'ils appellent la cinquième frontière.

Tout cela dans un contexte où la Maison Blanche dénonce ce qu'elle appelle la présence chinoise et la sécurité nationale des États-Unis, responsables de l'invasion sanglante de 1989.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/380780-la-souverainete-panameenne-sur-le-canal-disparait-dans-la-translation-americaine>



Radio Habana Cuba